

*Dossier de presse*

# ***Conférence internationale sur le VIH/sida AIDS 2018***

---

***Amsterdam, 23-27 juillet 2018***

***Contacts presse***

***À Amsterdam :***

Antoine Henry  
06 10 41 23 86  
ahenry@aides.org

***À Paris :***

Elody Croullebois  
01 77 93 97 65 / 06 98 68 01 68  
ecroullebois@aides.org



# AIDES en force à Amsterdam pour porter la voix des personnes concernées

**Du 23 au 27 juillet, Amsterdam accueillera la conférence internationale sur le VIH/sida organisée par l'International Aids Society (IAS). Comme à chaque grande conférence internationale, AIDES sera présente pour y faire entendre ses revendications, porter la voix des personnes concernées par le VIH et contribuer avec force à la mobilisation des activistes sur place.**

## La conférence internationale sida (IAC), c'est quoi ?

Cet événement de résonance mondiale a lieu tous les deux ans dans un pays différent. Il réunit pendant une semaine 20 000 à 30 000 chercheurs-ses, activistes, personnes vivant avec le VIH et issues des communautés les plus affectées, venant des quatre coins du globe. L'occasion de faire le point sur les dernières avancées de la recherche, mais aussi de porter la parole des personnes concernées et de les replacer au cœur de la riposte mondiale contre l'épidémie. Temps fort de mobilisation collective, l'IAC offre une tribune inédite aux personnes séropositives qui continuent d'être confrontées, partout dans le monde, aux inéga-

lités d'accès à la santé, à la violation de droits fondamentaux et à la stigmatisation.

## 26 ans après, la conférence internationale revient à Amsterdam

Il y a 26 ans, Amsterdam accueillait l'IAC 1992. Nous étions en plein dans les années de cendre de l'épidémie : les antirétroviraux n'existaient pas encore et la mort à brève échéance représentait alors une perspective inéluctable pour la majorité des personnes séropositives. Depuis, des progrès immenses ont été réalisés : l'offre de prévention s'est considérablement élargie, et des traitements efficaces permettent de contrôler l'infection tout en stoppant la transmission. Même sans vaccin, nous avons aujourd'hui tous les outils pour mettre fin à l'épidémie.

Et pourtant. Malgré ces progrès spectaculaires, la moitié des personnes vivant avec le VIH n'a toujours pas accès aux traitements et un million de personnes meurent encore du sida chaque année.

## Les trois axes portés par AIDES à Amsterdam

**La hausse des financements internationaux en direction des pays à revenus faibles et intermédiaires reste évidemment au cœur de nos revendications. Et l'accueil en France en 2019 de la conférence de reconstitution du Fonds mondial sera un moment clé pour l'avenir de la riposte mondiale. Nous devons avoir des moyens financiers à la hauteur de nos ambitions de fin de l'épidémie.**

Mais pour atteindre l'accès universel aux traitements et aux outils de prévention, il est également indispensable de lever certaines barrières idéologiques, politiques et structurelles. C'est d'ailleurs le thème choisi par l'IAS pour cette édition « *Breaking Barriers, Building Bridges* ».

**À l'occasion de cette conférence et pour lever ces barrières, AIDES portera trois revendications clés :**

- **En finir avec les politiques migratoires indignes qui gangrènent l'Europe :** contrairement aux droits humains et incompatibles avec les impératifs élémentaires de santé publique, ces politiques font le lit de l'épidémie.
- **Agir sur les prix des médicaments :** réformer la poli-

tique des brevets et les mécanismes de fixation des prix, afin de garantir partout l'accès à des traitements moins chers et à l'innovation thérapeutique.

- **Changer en profondeur les politiques des drogues partout dans le monde :** il y a urgence à sortir d'une approche répressive dangereuse et inefficace. AIDES appelle à la mise en place de politiques basées sur les évidences scientifiques et favorables à la santé des personnes.

« Ces trois leviers constitueraient des avancées majeures en matière de lutte contre le VIH et l'hépatite C, et permettraient d'élargir de façon considérable l'accès à la prévention, aux droits et à la santé des populations les plus vulnérables à l'épidémie. »

Aurélien Beaucamp, président de AIDES

## Pour une politique migratoire digne et harmonisée en Europe

**Au-delà de leur caractère populiste et profondément inhumain, les politiques migratoires répressives ont un effet dramatique sur la dynamique de l'épidémie de sida. Elles précarisent et compliquent l'accès aux soins pour les personnes séropositives et éloignent également les personnes les plus exposées au VIH des dispositifs de prévention (en particulier les personnes LGBTQI+ et celles nées en Afrique subsaharienne). Faire la chasse aux étrangers-es, c'est favoriser l'expansion du VIH.**

### Les chiffres sont édifiants :

- les personnes nées en Afrique subsaharienne représentent en France 37 % des nouvelles contaminations chaque année ;
- contrairement aux idées reçues, près de 50 % d'entre elles se sont contaminées après leur arrivée en France, faute d'un accès satisfaisant à l'information, au dépistage et à la prévention, en raison de la précarité de leur situation administrative.

Parce que la lutte contre le sida ne connaît pas de frontières, AIDES s'attache depuis plus de 20 ans à faire entendre aux pouvoirs publics la nécessité de garantir des droits effectifs aux étrangers-es, à commencer par les plus précaires et les plus concernés-es par l'épidémie. Or on constate depuis plusieurs années un durcissement constant des politiques migratoires en Europe. C'est notamment le cas en Italie, en Hongrie et en France comme en témoigne le projet de loi « Asile Immigration ».

### En conséquence, AIDES appelle les dirigeants-es européens-nes :

- **À réformer les politiques d'accueil et à mettre en place un droit d'asile européen respectueux du parcours et de la dignité des personnes, notamment pour les personnes LGBTQI+.**

Les personnes LGBTQI+ qui fuient un pays homophobe doivent pouvoir trouver refuge en Europe. Aujourd'hui encore, 73 pays criminalisent l'homosexualité, de nombreux autres la discriminent. Or, plus un pays est homophobe, plus la prévalence au VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) est élevée. Ces personnes doivent pouvoir être accueillies dignement en Europe, et non jetées dans un parcours de demande d'asile déshumanisé, dont elles seront pour beaucoup déboutées faute d'avoir pu exprimer ce qu'elles ont été contraintes de dissimuler toute leur vie.



- **À garantir partout en Europe l'égalité devant la santé et le droit au séjour des étrangers-es gravement malades.**

Le durcissement des politiques migratoires en Europe, auquel la France n'échappe pas, a des conséquences directes sur l'accès aux soins des malades étrangers-es. Or, entraver l'accès aux soins de tout un groupe de personnes, c'est mettre en danger leur santé et celle de l'ensemble de la population. Un bien mauvais calcul.

« AIDES rappelle au gouvernement français et à l'ensemble des dirigeants-es européens-nes que la marginalisation, la rétention et l'expulsion de personnes étrangères séropositives sont incompatibles avec le combat mondial contre le sida. »

Aurélien Beaucamp, président de AIDES

## Faire baisser les prix des médicaments, un levier pour mettre fin à l'épidémie

Pour venir à bout du VIH comme de l'hépatite C (VHC), l'une des clés est la mise en œuvre d'une politique d'innovation thérapeutique accessible à tous-tes. Or, l'industrie pharmaceutique consacre beaucoup d'énergie à protéger ses brevets et ménager ses marges, moins, semble-t-il, à fournir un accès équitable aux traitements. Nous demandons davantage de transparence pour mettre fin aux dérives du système de fixation des prix des médicaments.

Tarif d'achat variant du simple au centuple en fonction des pays, allongement des périodes de monopole pour empêcher la mise sur le marché de génériques... Le système de fixation des prix et de distribution des médicaments manque cruellement d'homogénéité et de transparence.

**AIDES demande l'égalité dans l'accès aux traitements. Cela passe par :**

- **L'assainissement du système des brevets et son pilotage au niveau européen**, afin que seules les réelles innovations bénéficient d'une protection partout dans l'Union européenne. Cas emblématique : le Truvada est disponible en générique en France grâce, notamment, au combat de AIDES pour empêcher la prolongation abusive de son brevet. Le Royaume-Uni, de son côté, est en attente de la décision de la cour de justice de l'Union européenne pour trancher. Cette décision cruciale impactera aussi les autres pays de l'UE.

- **La transparence dans les processus de fixation des prix via :**

- la transparence sur les investissements des laboratoires et des États dans la recherche & développement mais aussi la transparence sur le coût réel de fabrication ;
- la présence de malades et d'associations à la table des négociations, aujourd'hui réservée aux pouvoirs publics et aux laboratoires.

Ces leviers permettront à terme d'inverser le rapport de force entre les États et l'industrie pharmaceutique, aujourd'hui clairement en faveur de cette dernière.

L'absence de transparence génère des situations ubuesques comme le cas du sofosbuvir le montre : une cure de trois mois est vendue 28 000 € en France (non disponible en générique) alors même que selon des calculs effectués par des chercheurs-ses, le traitement serait déjà rentable au prix de 62 €.



- **L'utilisation par les États de lois déjà existantes pour peser dans les négociations.** Par exemple, l'État français a le pouvoir de fixer unilatéralement le prix d'un médicament, en dépit des avis des laboratoires. L'ensemble des pays du monde, pour des raisons de santé publique, a également la possibilité de lever des brevets, via la « licence d'office ». Or, ces outils, utiles dans un contexte d'abus significatifs et répétés par l'industrie pharmaceutique, ne sont pas utilisés.

La mise en œuvre de ces préconisations permettrait de créer une dynamique plus vertueuse, véritablement au bénéfice de la santé publique en facilitant l'accès au traitement et en protégeant les systèmes de santé.

Sur ce sujet à l'IAC : conférence de presse et symposium « Avancer vers l'éradication du VHC : les perspectives de la communauté dans le renforcement des réponses politiques en matière de coinfection » le 25 juillet (cf. programme page 6).

## Dire NON à la guerre à la drogue

AIDES prend part à la campagne de Coalition PLUS pour un changement complet de paradigme sur les politiques des drogues.

**+ 36 %** C'est le bond spectaculaire du nombre de contaminations au VIH parmi les usagers-es de drogues entre 2010 et 2015 dans le monde. Cette hausse alarmante explique en partie la progression inquiétante de l'épidémie de VIH en Russie, en Europe de l'Est et en Afrique de l'Ouest. En cause, plusieurs décennies de politiques répressives qui criminalisent et marginalisent les usagers-es de drogues, entravent leur accès aux soins et les privent des outils les plus élémentaires de réduction des risques dans la plupart des pays du monde.

Pour dénoncer cette situation et appeler la communauté internationale à un changement majeur d'approche sur la question des drogues, AIDES prendra part à la campagne de Coalition PLUS « *Just Say No to the War on Drugs* », dévoilée à Amsterdam dès l'ouverture de la conférence. Prenant le contre-pied de « *Just say No to drugs* », campagne répressive et moralisatrice lancée dans les années 80 par le couple présidentiel Nancy et Ronald Reagan, ce pastiche dénonce l'impact de la « guerre aux drogues » sur la hausse des contaminations et la stigmatisation des usagers-es.

Sans effet sur le volume de consommation ni sur les trafics, l'approche répressive a un effet néfaste sur la santé des usagers-es et sur la propagation des épidémies de VIH et du VHC.

Voici quelques chiffres qui traduisent l'ampleur de cette catastrophe sanitaire :

- dans le monde, près d'un-e usager-e de drogues injectables sur cinq vit avec le VIH et plus de la moitié avec le virus de l'hépatite C ;
- pourtant très vulnérables à l'épidémie, les usagers-es de drogues sont aussi la population qui a le moins accès aux soins et aux traitements : en Russie par exemple, elles ne représentent que 25 % des personnes sous traitement alors qu'elles constituent 67 % des personnes vivant avec le VIH.

À travers la campagne « *Just Say No to the War on Drugs* » les membres de Coalition PLUS, représentant plus de 100 associations issues de 40 pays, demandent :

- **la décriminalisation des usagers-es de drogues**, comme le recommandent les Nations unies dans une déclaration conjointe avec l'OMS datée du 27 juin 2017 ;
- **le respect de leurs droits fondamentaux**, à commencer par le droit à la santé ;



**JUST SAY NO  
TO THE WAR ON DRUGS**

[WWW.COALITIONPLUS.ORG](http://WWW.COALITIONPLUS.ORG)



- **l'accès aux outils de réduction des risques** (programmes d'échange de seringues – aussi en prisons ! –, salles de consommation à moindre risque, accompagnement à l'injection, contrôle de la qualité des produits, etc.) **et aux traitements de substitution**, y compris injectables, partout dans le monde ;
- **l'allocation de moyens financiers** – actuellement consacrés à la très coûteuse répression – **aux programmes de réduction des risques, de prévention et d'accès à la santé.**

**Moins de répression, + de droits, + de prévention !**

Lors de l'IAC Amsterdam, Coalition PLUS :

- présentera son nouveau guide intitulé *Comment la guerre à la drogue nous a rendus-es malades – État des lieux et débats actuels sur la politique mondiale des drogues* ;
- organisera avec AIDES une conférence de presse le 24 juillet et un satellite non commercial le 26 juillet « La réduction des risques dans la guerre contre les drogues : le travail communautaire dans un cadre répressif en Afrique francophone et dans les Caraïbes » (cf. programme pages 6-7).

# AIDES, Coalition PLUS et ses membres à l'IAC 2018

## Dimanche 22 juillet

7h30 – 15h00 / Hall 11B

- Pré-conférence : « Comprendre et traiter l'épidémie de VIH et les IST »

Avec Stéphane Morel, AIDES (France) : « Promouvoir la santé sexuelle par l'éducation et l'activisme communautaire » à 14h10

## Lundi 23 juillet

12h30 – 14h30 / Salle Emerald

- Pré-conférence : « Atteindre l'objectif 90-90-90 : traiter les inégalités d'accès aux soins liés au VIH à long terme en Europe et en Asie centrale »

Avec Daniel Simões, GAT (Portugal) : « Aborder le premier objectif 90 : Comment le dépistage du VIH peut-il atteindre plus efficacement ceux qui en ont besoin pour promouvoir un diagnostic précoce ? » à 12h50

13h – 14h30 / Stand des ONG européennes 618

- Table ronde : « Les bonnes pratiques : les ONG promeuvent l'accès à la Prep »

Avec Coline Mey, AIDES (France) ; Ricardo Fernandes, GAT (Portugal) ; Victor Pecoul Groupe Sida Genève (Suisse) ; Mihai Lixandru, ARAS (Roumanie) ; Christian Verger, AIDES (France)

15h – 16h30 / Stand des ONG européennes 618

- Table ronde : « Les meilleurs médicaments au meilleur prix : faire face aux obstacles de la propriété intellectuelle de l'UE, l'exemple des certificats complémentaires de protection et de l'accès au générique du Truvada »

Avec Charlotte Glémarec, AIDES (France)

## Mardi 24 juillet

11h – 11h45 / Salle G106-107

- Conférence de presse : « La réduction des risques dans la guerre contre les drogues : le travail communautaire dans un cadre répressif en Afrique francophone et dans les Caraïbes »

Avec Mehdi Karkoris, ALCS (Maroc) ; Leinadine Lucien, COIN (République dominicaine) ; Nicolas Ritter, PILS (Maurice) ; Charles T. Somé, REVS PLUS (Burkina Faso)

11h – 12h30 / Salle E102

- Atelier : « U=U : élaborer une politique de santé publique favorable à partir des preuves scientifiques pour soutenir l'action communautaire »

Avec AIDES (France) ; Coalition PLUS (inter.)

12h30 – 14h30 / Hall 1

- Poster : « Les rapports sexuels transactionnels entre hommes : l'étude de la cohorte prospective CohMSM en Afrique de l'Ouest »

- Poster : « Le travail du sexe parmi les employées de la mine d'or de Kokoyo au Mali – résultats de l'étude transversale ANRS-12339 Sanu Gundo »

Avec ARCAD-SIDA (Mali) and Coalition PLUS (inter.)

- Poster : « Suivi des représentants-es des populations clés de la CCM : de la simple représentation à la participation effective pour s'attaquer aux obstacles relatifs aux droits humains »

Avec PILS (Maurice) ; Coalition PLUS (inter.)

12h30 – 14h15 – Salle UNAIDS

- Session : « Le plan de rattrapage en Afrique centrale et de l'Ouest : les enseignements tirés et les moyens pour accélérer la diffusion des traitements antirétroviraux »

Avec Aliou Sylla, Coalition PLUS (inter.)

16h – 17h / Stand France

- Table ronde : « Promouvoir la prévention diversifiée à l'échelle locale grâce aux nouvelles technologies de communication et au marketing digital »

Avec AIDES (France)

18h30 – 20h30 / Hall 10

- Satellite non commercial : « Déploiement d'outils de mesures de la charge virale dans un contexte de ressources limitées : quels défis ? Quelles solutions ? Quelles perspectives ? »

Avec Jeanne Gapiya, ANSS (Burundi)

## Mercredi 25 juillet

10h30 – 11h30 / Stand France

- Table ronde : « Une approche préventive et en faveur des droits sexuels et reproductifs »

Avec Coalition PLUS (Mali)

10h45 – 12h45 / Espace de travail ONUSIDA

- Table ronde : « Prep : faire en sorte que l'offre réponde aux besoins des UD, des personnes trans et des travailleuse du sexe. Les enseignements du travail avec les HSH »

Avec Richard Stranz et Coline Mey, AIDES (France)

11h00 – 12h30 / Elicium 2

- Satellite non commercial : « Arriver à l'âge adulte avec le VIH : nos succès et nos anticipations pour l'avenir »

Avec Luis Mendao, GAT (Portugal)

12h30 – 14h30 / Hall 1

- Poster : « La connaissance et l'intention d'utiliser la Prep parmi les femmes trans en Équateur : résultats d'une enquête communautaire (2016) »

Avec Kimirina (Équateur) ; Coalition PLUS (inter.)

- Poster : « Le chemsex et la Prep : les personnes qui se livrent au chemsex ont-elles l'intention de prendre la Prep ? Résultats de l'enquête communautaire "Flash ! PrEP in Europe" »

- Poster : « Les HSH usagers de Prep en Europe : ont-ils un suivi médical régulier ? Résultats de l'enquête communautaire "Flash ! PrEP in Europe" »

Avec AIDES (France) ; Coalition PLUS (inter.)

## Journée / Elicium 2

- **Présentation orale** : « L'incidence de l'infection au VIH dans l'étude ANRS-Prévenir en région parisienne : usagers de Prep en continu ou à la demande avec TDF/FTC »

Avec Stéphane Morel AIDES (France) ; Daniela Rojas Castro, Coalition PLUS (inter.)

## 13h00 – 13h45 / room G106-107

- **Conférence de presse** : « État des lieux des progrès vers l'élimination du VHC dans cinq pays à revenu intermédiaire »

Avec Maria Donatelli, Coalition PLUS (France) ; Mehdi Karkouri, ALCS (Maroc) ; Caroline Thomas, PKNI (Indonésie)

## 16:00 - 17:00 / Stand France

- **Table ronde** : « Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial : quels sont les facteurs de succès ? »

Avec Aurélien Beaucamp, AIDES (France) ; Coalition PLUS (inter.)

## 18h30 – 20h30 / Forum

- **Satellite non commercial** : « Le VIH et les coinfections chez les populations à risques : répondre aux besoins de traitement et assurer un diagnostic plus précoce des personnes migrantes, sans abri, détenues, et d'autres populations vulnérables coinfectées »

Avec Daniel Simões, GAT (Portugal)

## 18h30 – 20h30 / Salle G102-103

- **Satellite non commercial** : « Avancer vers l'éradication du VHC : les perspectives de la communauté dans le renforcement des réponses politiques en matière de coinfection »

Avec Nicolas Ritter, Coalition PLUS (Inter.) ; Mehdi Karkouri, ALCS (Maroc) ; Caroline Thomas, PKNI (Indonésie)

## Jeudi 26 juillet

### 10h30 – 11h30 / Stand France

- **Table ronde** : « Présentation et perspectives de la Déclaration communautaire de Paris de juillet 2017 »

Avec Nathan Boumendil, AIDES (France)

### 12h30 – 14h30 / Hall 1

- **Poster** : « Le problème de la complaisance : une analyse comparative des récentes hausses d'infections au VIH parmi les usagers-es de drogues par voie intraveineuse en Europe et en Amérique du Nord »

Avec ARAS (Roumanie)

- **Poster** : « Les services communautaires pour élargir l'accès au dépistage du VIH, la couverture et l'orientation vers les soins, du point de vue de la prévention combinée. Une expérience équatorienne. »

Avec Kimirina (Équateur) ; Coalition PLUS (Inter.)

- **Poster** : « Qui sont les HSH les plus exposés au risque de contamination au VIH en Afrique de l'Ouest ? »

Avec ARCAD-SIDA (Mali)

- **Poster** : « Les facteurs d'interruptions dans le suivi médical, de transfert ou de décès chez les personnes vivant avec le VIH qui prennent un traitement antirétroviral de première ligne au Mali »

Avec ARCAD-SIDA (Mali)

- **Poster** : « Promotion de CheckME™ auprès des HSH au Portugal : une application smartphone pour la prévention du VIH/IST et la santé sexuelle »

Avec GAT (Portugal)

- **Poster** : « La recherche et le plaidoyer sont primordiaux dans la riposte au VIH. L'exemple du Maroc »

Avec ALCS (Maroc) ; Coalition PLUS (Inter.)

- **Poster** : « Le succès du plaidoyer inter-associatif pour l'accès au dolutegravir au Maroc »

Avec ALCS (Maroc) ; Coalition PLUS (Inter.)

- **Poster** : « Évaluer la portée d'une campagne de prévention auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes au Québec, Canada »

Avec COCQ-SIDA (Canada)

### 16h – 17h / Stand France

- **Table ronde** : « Prep : présentation des résultats de l'étude Prévenir »

Avec Stéphane Morel et David Michels, AIDES (France)

### 18h30 – 20h30 / Auditorium

- **Satellite non commercial** : « La réduction des risques et la guerre aux drogues : un travail communautaire dans un cadre répressif en Afrique francophone et dans les Caraïbes »

Avec Valentin Simionov, ARAS (Roumanie) ; Malick Samassekou, ARCAD SIDA (Mali) ; Charles Some, REVS PLUS (Burkina Faso) ; Medhi Karkoris, ALCS (Maroc) ; Nicolas Ritter, PILS (Maurice)

## Vendredi 27 juillet

### 10h30 – 11h30 / Stand France

- **Table ronde** : « Quelles stratégies vers l'atteinte du premier 90 ? »

Avec Coalition PLUS

### 11h30- 12h30 / Harm Reduction Networking Zone

- **Table ronde** : « Différentes situations mais des besoins similaires ? Le point de vue des associations communautaires européennes relatif à la réduction des risques et l'expérience des consommateurs-rices de drogues des politiques de drogues »

Avec Richard Stranz, AIDES (France) ; Alina Bocai, Daniel Simoes, Cristina Fierbinteanu, ARAS (Roumanie)

## **À propos de AIDES**

Créée en 1984, AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France et en Europe. Elle est reconnue d'utilité publique et labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte.

AIDES agit depuis 30 ans avec et auprès des populations les plus vulnérables au VIH/sida et aux hépatites pour réduire les nouvelles contaminations et accompagner les personnes touchées vers le soin et dans la défense de leurs droits. Plus globalement, l'association joue un rôle majeur dans l'amélioration de la prise en compte des malades dans le système de santé en France, l'évolution des droits des personnes vulnérables et la lutte contre les discriminations.

Ses principes : respect, indépendance, confidentialité et non-jugement.

### **Suivez nous sur :**

[aides.org](http://aides.org)

 @aides

 @assoAIDES

 @assoaides

### **Contacts presse**

#### **À Amsterdam :**

Antoine Henry  
06 10 41 23 86  
[ahenry@aides.org](mailto:ahenry@aides.org)

#### **À Paris :**

Elody Croullebois  
01 77 93 97 65 / 06 98 68 01 68  
[ecroullebois@aides.org](mailto:ecroullebois@aides.org)